

COMITÉ DES FEMMES DE LA LADDH

# Connaître ses droits pour mieux les revendiquer

*La Journée internationale de la femme est devenue incontestablement celle de l'évaluation des avancées enregistrées par les sociétés, en matière de lutte contre la discrimination à l'égard des femmes. Comme chaque année, les femmes en Algérie, les militantes en particulier, s'approprient cette journée en brossant un tableau sur la situation des droits des femmes.*

**Rosa Mansouri - Alger (Le Soir)** - Le Comité des femmes de la Ligue algérienne de défense des droits de l'Homme (LADDH) a organisé hier, en son siège, une conférence de presse pour marquer l'évènement du 8 mars, qui se veut revendicatif. Animée par Nacéra Merrah et Nadja Zeghouda, cette rencontre a mis l'accent sur les manques à gagner en matière de droits des femmes au sein de notre société, notamment pour ce qui est de l'application des traités et conventions internationaux.

Les deux conférencières reviennent spécifiquement sur la Convention des Nations unies sur l'élimination de toutes les formes de discrimination à l'égard des femmes

(Cedaw), que l'Algérie a ratifiée en 1996, avec des réserves justifiées par des alibis religieux. En cette conjoncture politique d'élection présidentielle, le comité fait valoir le droit de vote et le droit de représentativité politique des femmes dans les instances de gouvernance.

Pour ce qui est du vote, les conférencières estiment que les Algériennes doivent exprimer leur position d'une manière responsable et savoir que le boycott est un acte politique et assumé, et non un acte anodin. Par ailleurs, les conférencières se disent convaincues que la représentativité politique des femmes au sein des instances élues doit impérativement et provisoirement passer par le système des quotas, afin de garantir



Photo : Samir Sid

Les amendements du code de la famille ne sont pas encore enracinés dans les mentalités.

cette présence féminine. «Nous savons qu'en politique, les quotas sont faits par régions, alors autant

exiger ce droit pour les femmes», souligne-t-on.

En dehors du politique, la discrimination à l'égard

des femmes est de plus en plus visible, que ce soit dans le milieu professionnel ou à l'intérieur de la

famille. Victimes de sexisme, de violences physiques et psychologiques, les Algériennes sont, malgré leurs compétences professionnelles égales à celles des hommes, souvent marginalisées des sphères décisionnelles dans leur milieu de travail.

Concernant la famille, les amendements du code de la famille et celui de la nationalité ne sont pas encore enracinés dans les mentalités, retardant ainsi leur application par les administrations locales.

Donc, l'urgence dans ce combat contre la discrimination, affirment les conférencières, «est de faire connaître aux femmes leurs droits».

C'est là le sens de ce comité, qui base sa stratégie sur une campagne de sensibilisation et de vulgarisation de ces droits nationaux et des conventions internationales. **R. M.**

## SÛRETÉ DE LA WILAYA D'ALGER

### Ali Tounsi honore les femmes policières

*Le directeur général de la Sûreté nationale a pris part aux festivités de célébration de la Journée de la femme, organisées par la Sûreté de la wilaya d'Alger.*

**Nabil M. - Alger (Le Soir)** - Dans une communication adressée au parterre des femmes policières, M. Ali Tounsi a déclaré que la femme algérienne occupe aujourd'hui de très hautes fonctions au niveau de la police de son pays. A tel enseigne que la femme policière est devenue un modèle à suivre tant à l'échelle nationale, arabe qu'internationale.

Selon le directeur général de la Sûreté nationale, le rôle de la femme a été déterminant dans la modernisation de la police algérienne, notamment en ce qui concerne la mission de la police de proximité et autres domaines investis

par la gente féminine.

Le DGSN, Ali Tounsi a, par ailleurs, assuré que l'abnégation de la femme dans le corps de la Sûreté nationale tire ses origines de l'idéologie des moudjahidate de la guerre de Libération nationale.

Ali Tounsi a, enfin, appelé les femmes à aller de l'avant dans leur mission de protection de l'Etat et l'application des lois de la République.

En marge d'un déjeuner offert en l'honneur des femmes policières, il a été procédé à la remise de titres honorifiques à l'endroit d'une vingtaine d'éléments. Les trois premiers sont un agent du service



Photo : Walid Triaa

Un modèle à suivre.

social, une inspectrice du service de l'administration générale de la Sûreté de la wilaya d'Alger, ainsi qu'une

femme policière partie à la retraite depuis quelque temps.

**N. M.**

## SEULES 30 FEMMES SIÈGENT À L'APN

### Une représentativité en dents de scie

Les statistiques sur la présence des femmes au sein de l'hémicycle sont révélatrices des rares avancées de la société et de ses nombreux reculs.

En 1962, elles étaient 10 à l'APN avec un taux de représentativité de 5% en passant par 1,8% entre 1982 et 1987, puis 2,37% entre 1987 et 1992, tandis que le taux actuel est de 7 % avec une trentaine de femmes députées sur un total de 389.

Une situation qui se répercute également au niveau de l'exécutif. Entre 1997 et 2008, ce taux a varié entre 3 et 5 %. Toutes les femmes ministres ont été cantonnées dans des secteurs traditionnellement réservés à la gent féminine, à l'exception d'une ministre déléguée à la réforme financière.

Au niveau des partis politiques, ce n'est pas mieux et même les partis qui se targuent d'être progressistes ne placent pas les femmes dans des postes-clés. Selon une étude, elles ne sont que 2 dans l'exécutif du FLN, 3 sur 17 au RCD, 2 sur 15 au MSP avec un taux qui grimpe à 38% au niveau du PT.

Une réalité débattue hier lors de la rencontre organisée à l'APN et consacrée à la question de la représentativité et des perspectives à la lumière des nouvelles dispositions introduites dans la Constitution.

L'article 29 bis évoque la volonté de l'Etat d'encourager la visibilité des femmes au niveau politique sans pour autant indiquer les moyens d'y arriver.

Une loi organique devrait clarifier davantage les intentions du législateur, mais les observateurs s'accordent à dire que c'est le système des quotas qui sera retenu.

Un choix qui ne fait pas l'unanimité puisque des partis politiques et des militants en faveur de l'égalité se sont déjà dits opposés à ce choix qui ne consacre pas, selon eux, la compétence.

**N. I.**

## CÉLÉBRATION DE LA JOURNÉE MONDIALE DE LA FEMME Les droits de la femme journaliste

Maison de la presse Tahar-Djaout - Alger

Le 9 mars 2009

### PROGRAMME DE TRAVAIL

Dans le cadre de la célébration de la Journée mondiale de la femme, le Syndicat national des journalistes (SNJ) et l'Union générale des travailleurs algériens organisent une journée d'étude sur les droits de la femme journaliste en Algérie, qui se déroulera à la salle de conférence de la maison de la presse Tahar-Djaout,

le lundi 9 mars 2009.

9h30 : accueil des participantes  
- Intervention de la représentante du SNJ  
- Intervention de la représentante de l'UGTA  
10h30 : les conventions internationales sur les droits des femmes  
11h : les droits des femmes dans

la législation nationale

11h30 : discussions et débats  
13h00 : déjeuner  
14h30 : travaux d'ateliers

1- Campagne de sensibilisation  
2- Revendication des droits  
16h : exposé des travaux  
17h : clôture